

La dimension régionale du *crowdfunding* - Le cas de la Bretagne

Catherine Goulet, LEGO, UBS

Annaïck Guyvarc'h, LEGO, UBS

Nadine de La Pallière, LEGO, UBS

Dans le cadre du projet GIS Marsouin intitulé « REGCROWD », nous travaillons avec Florence Gourlay, Clément Marinos et Christine Delfosse sur la dimension régionale du *crowdfunding* et, plus particulièrement, sur le cas du territoire breton, incluant la Loire-Atlantique.

Selon l'Insee¹, les TPE/PME, marchandes non agricoles, sont au nombre de 3,81 millions et constituent l'essentiel du tissu économique français avec plus de 99% des entreprises. Elles emploient plus de 6 millions de salariés et réalisent 43% de la valeur ajoutée nationale. Au vu de leur poids dans l'économie française, l'un des enjeux des politiques publiques est de favoriser leur croissance et cela passe, entre autres, par un accès aisé au financement. Le principal mode de financement accessible pour ces petites entreprises reste l'emprunt bancaire. Cependant, les banques n'accordent pas toujours le financement demandé, notamment, lorsqu'il s'agit de financer de l'immatériel.

Depuis 2007, les régulateurs européens encouragent la désintermédiation bancaire et la diversification des sources de financement (placement privé, assouplissement des règles d'accès au marché obligataire, création de fonds de prêts à l'économie). Cependant cette évolution ne s'adresse qu'aux PME de taille importante. À partir de ce constat, nous nous sommes intéressées au *crowdfunding* en tant que source de financement complémentaire. Nous cherchons à l'étudier sur le territoire breton. Aussi, un des objectifs de notre étude est d'établir un panorama du *crowdfunding* sur ce territoire et l'importance de ce dernier pour le *crowdfunding*.

Après une définition du *crowdfunding*, nous présentons le panorama du celui-ci sur le territoire breton, puis l'importance du territoire dans ce mode de financement.

1- Panorama du *crowdfunding* sur le territoire breton

Il existe plusieurs définitions du *crowdfunding*. Toutes conviennent que le *crowdfunding* permet au porteur d'un projet de le soumettre à un large public, désigné sous le terme de « foule », le plus souvent par le biais d'une plateforme en ligne dédiée, afin d'en obtenir son financement, contre éventuellement une rétribution définie au préalable.

Les formes de financement par *crowdfunding* sont :

- le don (don avec ou sans contrepartie et préachat),
- le prêt (prêt non rémunéré, rémunéré, obligataire et minibon),
- l'investissement en fonds propres (*crowdequity* et *royalties*).

1.1. Méthodologie

Pour dresser le panorama du *crowdfunding* sur le territoire breton, nous avons constitué deux bases de données que nous avons appelé « Plateformes » et « Entreprises ».

La base de données « Plateformes » recense l'ensemble des plateformes de *crowdfunding* françaises actives sur le territoire français, au 31 décembre 2017, permettant aux PME et aux TPE de se financer. Nous en avons recensé 86.

Pour constituer cette base, nous avons consulté des sites dédiés au *crowdfunding*. Pour chacune des plateformes, nous avons identifié le mode ou les modes de financement proposés, ce qui nous a permis de les classer en « don », « prêt », « fonds propres » ou « mixte ». Les « mixtes » sont les plateformes qui proposent

¹ Source : Insee, « Les entreprises en France », édition 2017, 204 pages.

au moins deux types de financement. La spécialisation sectorielle des plateformes a été étudiée pour les classer en « généraliste », « spécialiste » ou « économie sociale et solidaire et développement durable ». Le rayonnement géographique et la localisation de la plateforme ont été renseignés. Enfin, nous avons relevé pour chaque plateforme, le nombre de projets financés et identifié ceux situés sur notre territoire d'étude.

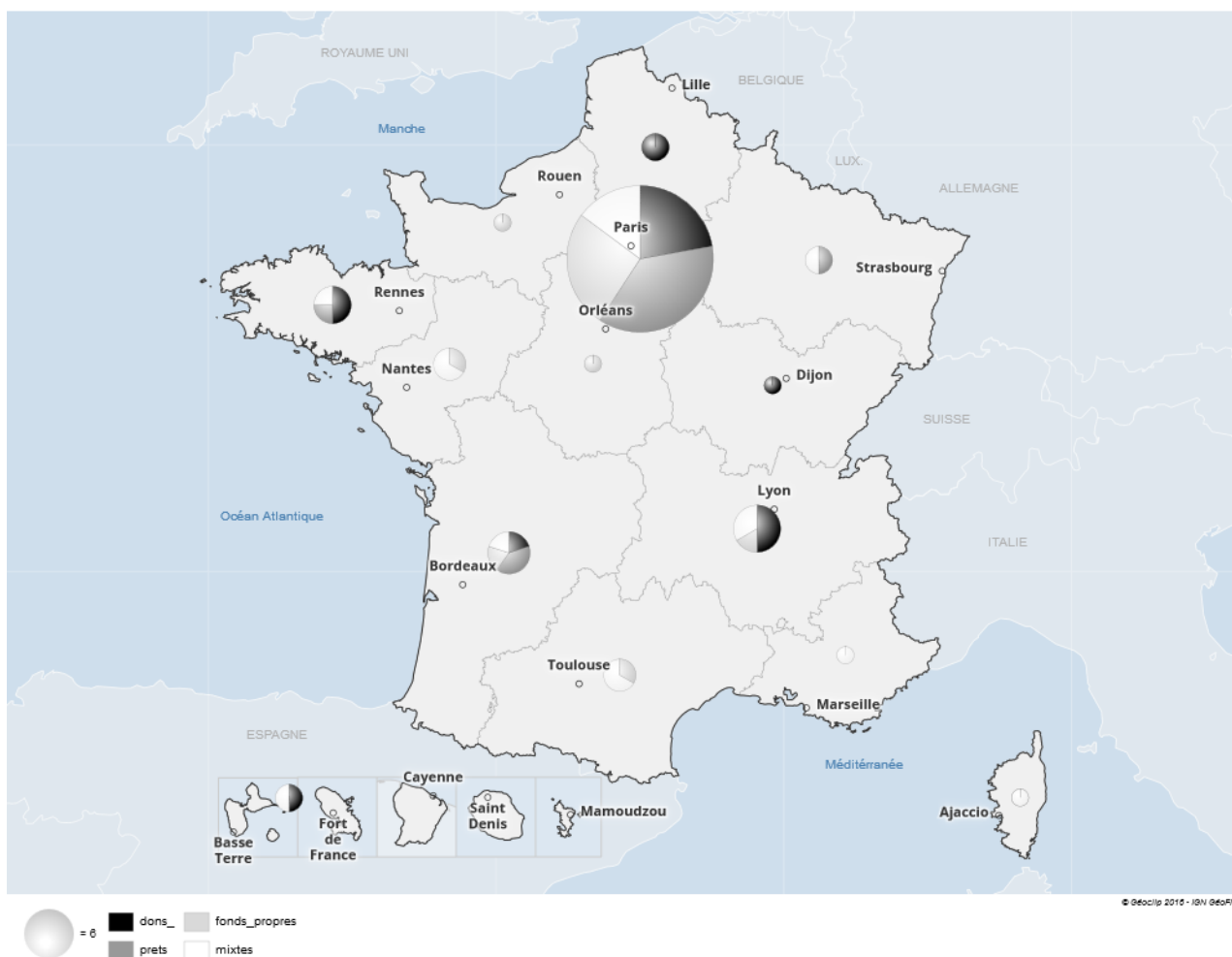
À partir de la base « Plateformes », nous avons construit la base « Entreprises », qui recense l'ensemble des projets d'entreprises du territoire breton financés par *crowdfunding* au 31 décembre 2017. Nous en avons dénombré 335.

Pour chaque projet, nous avons identifié les caractéristiques de l'entreprise. Concernant le projet financé, nous avons relevé le nom de la plateforme, le mode de financement, le montant demandé, le montant obtenu, le nombre de contributeurs, la durée de la collecte, la portée géographique du projet et l'objet du financement. Toutes les données ont été recueillies à partir de plusieurs sites internet.

De ces deux bases de données, nous avons réalisé des cartes à l'aide du logiciel Géoclip.

1.2. La localisation des plateformes

- Source : Base de données "Plateformes"



Nous constatons, tout naturellement, une forte concentration des plateformes sur la région parisienne. Inversement, toutes les régions limitrophes de l'Île-de-France sont sous-représentées. Cette sous-représentation peut s'expliquer par un rayonnement des plateformes parisiennes sur ces régions.

Nous dénombrons 15 plateformes sur l'arc atlantique et 6 sur la région lyonnaise. Cette forte représentation peut se justifier par le dynamisme de ces régions en termes d'activité et par leur éloignement de l'Île-de-

France. On peut supposer qu'il est nécessaire d'avoir une certaine proximité géographique entre les plateformes, les contributeurs et les entreprises.

En nombre, le marché du financement participatif réservé aux entreprises se répartit à peu près équitablement entre les types de financement. Il y a une prédominance des plateformes généralistes et leur rayon d'action est essentiellement national.

Sur les 86 plateformes, 33 ont permis de financer des projets du territoire breton, et 7 d'entre elles ont leur siège social sur ce territoire.

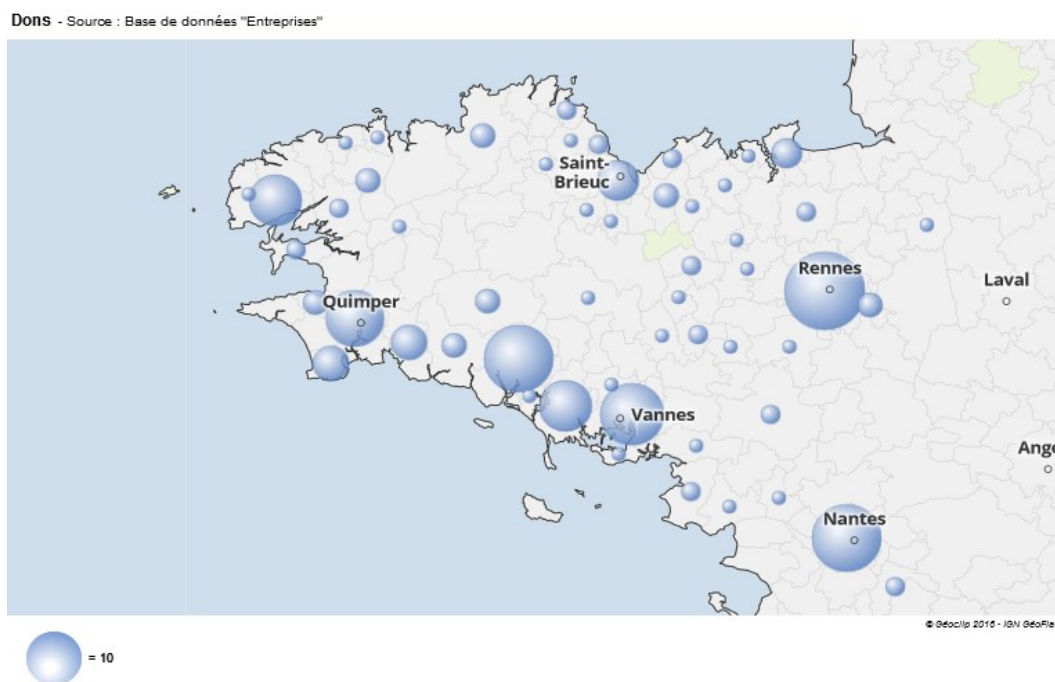
Ces 7 plateformes proposent des financements dans les mêmes proportions en nombre entre le don, le prêt et les fonds propres. Elles sont généralistes pour l'essentiel et leur rayon d'action reste, actuellement, principalement régional. Certaines d'entre elles, en cours de structuration, envisagent d'étendre leur activité à toute la France, voire à l'international.

L'avantage du territoire, par la proximité géographique entre les plateformes, les contributeurs et les porteurs de projet, permet de communiquer plus facilement et de mettre en avant le sentiment d'appartenance à la région, sensible en Bretagne. Inversement, il est possible que le territoire breton ne suffise pas à terme à assurer la pérennité du modèle économique des plateformes, conditionnée, entre autres, par des volumes importants d'activité.

1.3. Le financement des PME sur le territoire breton

Sur 335 projets financés par *crowdfunding* sur le territoire breton, 42% le sont par l'une des 7 plateformes bretonnes.

Le don

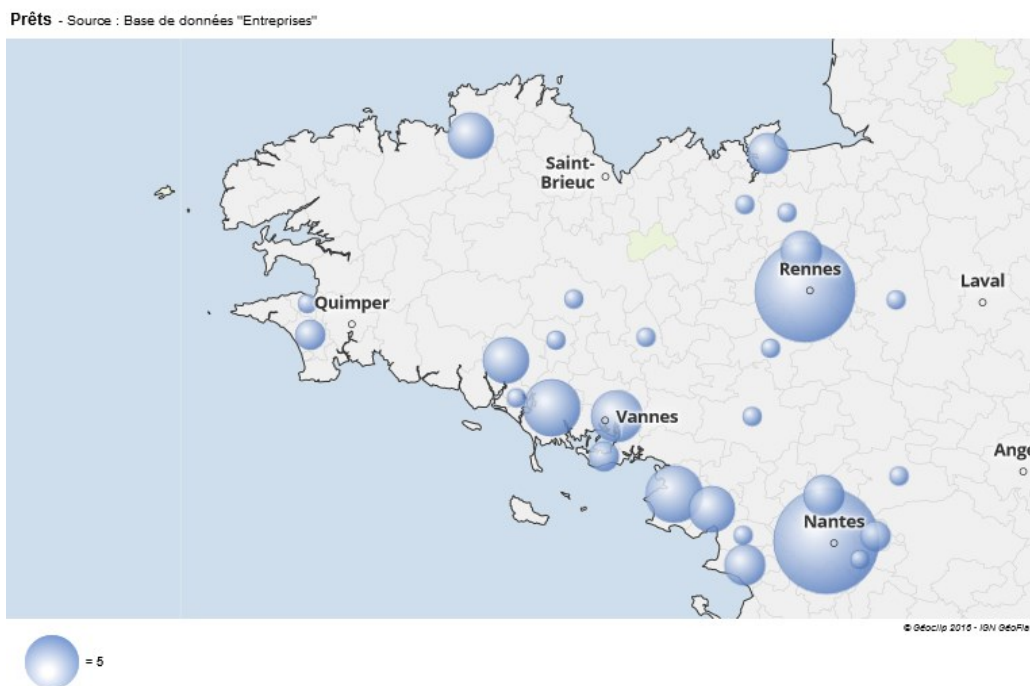


Sur le territoire breton, 58% des entreprises financées par *crowdfunding*, le sont par don. Et sur ces 58 %, 51 % le sont par plateforme bretonne. Ce sont en grande partie des TPE (84%) sans salarié. Leurs activités sont très diverses et majoritairement locales ou régionales (87%). La carte montre que les projets sont répartis sur tout le territoire breton, avec une plus forte concentration dans les plus grandes agglomérations.

Les fonds collectés servent principalement à financer des investissements matériels liés à la création d'une activité.

En moyenne, les montants demandés sont de 5500 €, ceux obtenus de 7200 € avec un nombre de contributeurs de 66, ce qui représente un don moyen de 110 €.

Le prêt

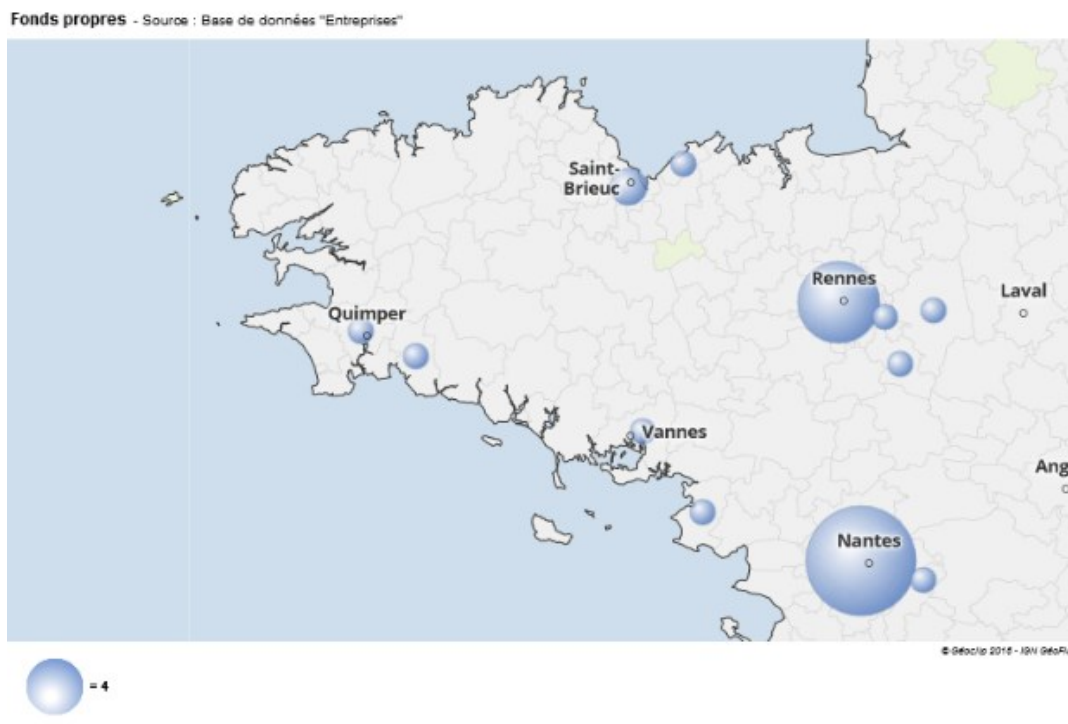


Sur le territoire breton, 31% des projets financés par *crowdfunding* le sont par prêt et, seulement, 15% par une plateforme bretonne. En moyenne, les entreprises, ayant recours au prêt, ont une ancienneté de 12 ans, réalisent un chiffre d'affaires de 3 millions d'€ sur des activités variées essentiellement locales et régionales (71%). La plupart d'entre elles sont des TPE (65%).

Comme le montre la carte, les projets financés par prêt se concentrent sur les deux grandes métropoles, Nantes et Rennes, et sur la côte sud de la Bretagne, où la concentration de la population et des entreprises est plus importante que sur le reste du territoire, exception faite de la métropole brestoise.

En moyenne, le montant demandé est de 120 000 €, celui obtenu de 112 000 € pour 331 contributeurs, soit un montant prêté moyen de 340 €. Le taux d'intérêt moyen est d'environ 7% et la durée moyenne de prêt de 41 mois. Les collectes contribuent surtout à financer le développement et la diversification d'activités.

Les fonds propres



Sur le territoire breton, 11% des entreprises financées par *crowdfunding*, le sont par fonds propres. Sur ces 11%, 69% des collectes sont assurées par des plateformes du territoire.

Les entreprises, dont environ deux tiers sont des TPE, réalisent un chiffre d'affaires moyen 1,6 million d'€. La portée géographique de leurs activités est pour 15% d'entre elles régionale, 47% nationale et 38% internationale. En termes de maturité, la moitié des entreprises est très jeune (moyenne de 2,5 ans) et l'autre moitié mature (moyenne de 13 ans).

Les jeunes entreprises sont quasiment toutes des *start-up*. Les autres ont des activités variées.

La carte montre que les projets sont pour l'essentiel situés dans les deux grandes métropoles que sont Nantes (47% des projets) et Rennes (33% des projets). Ceci peut s'expliquer par des écosystèmes accueillants, notamment pour les jeunes entreprises.

En moyenne, le montant demandé est de 280 000 €, celui obtenu de 310 000 € avec un nombre de contributeurs de 67, ce qui représente un apport en fonds propres moyen de 4 600 €.

Pour les jeunes entreprises, les collectes de fonds servent en grande partie à structurer l'activité. Pour les moins jeunes, elles servent à poursuivre leur développement sur le territoire national ou à l'international. Les fonds financent bien souvent des investissements immatériels.

En termes de répartition des montants financés par *crowdfunding* sur notre territoire d'étude, le don représente à peine 1%, le prêt 41% et les fonds propres 58%.

2. L'importance du territoire pour le *crowdfunding*

2.1. Méthodologie

Pour compléter le panorama des plateformes et entreprises, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon de plateformes régionales (4) et nationales (4), finançant des projets situés sur le territoire breton avec une représentation des différents modes de financement. Notre grille d'entretien portait sur la connaissance de la plateforme et le processus de financement des projets. Ces entretiens ont été réalisés,

en face à face et par téléphone, auprès de responsables de plateforme. Ils ont duré en moyenne un peu plus d'une heure.

Nom de la plateforme	Modèle de financement	Siège social
Credit.fr	Prêt rémunéré Minibons Obligations à partir de 2018	Levallois-Perret
Finple	Equity depuis la création Obligations depuis 2017	Nantes
Kengo	Don avec contrepartie	Guipavas
MyOptions	Prêt	Rennes
Sowefund	<i>Equity</i>	Paris
Tudigo	Don Equity depuis 2015	Paris
Unilend	Minibons	Paris
We Do Good	<i>Royalties</i>	Nantes

Ces entretiens ont été retranscrits et analysés.

2.2. Analyse des entretiens

En liant plateforme et territoire, nous avons identifié quatre modèles :

- des plateformes régionales avec des ambitions territoriales plus importantes,
- des plateformes nationales à fonctionnement régional,
- des plateformes nationales sans contrainte de territoire,
- des plateformes régionales à fonctionnement régional.

Les plateformes régionales avec des ambitions territoriales plus importantes

Finple, MyOptions et We Do Good sont situées sur les deux grandes métropoles rennaise et nantaise. Leurs activités se sont concentrées dans un premier temps sur le territoire proche de leur siège social, mais elles ambitionnent d'étendre leurs activités au-delà.

Finple a besoin d'une certaine proximité géographique entre les porteurs de projets et la plateforme pour des raisons de représentativité au sein des organes de direction. Pour s'étendre, Finple a diversifié ses activités en proposant un autre mode de financement (les obligations) et prévoit d'ouvrir un bureau sur Paris prochainement.

Pour toutes ces plateformes, la région ne suffira pas à assurer un niveau d'activité suffisant et nécessite de couvrir un territoire plus large. Récemment, la plateforme MyOptions a modifié son nom pour supprimer la connotation bretonne de son intitulé (anciennement Options.bzh) et communiquer plus largement sur ses offres.

Les plateformes nationales à fonctionnement régional

Tudigo est une plateforme nationale avec des projets à fort ancrage local. Nombre d'entre eux émanent de partenariats avec des instances locales, comme les CCI par exemple. Bien qu'installée dans la région parisienne, Tudigo poursuit son développement en cherchant à mailler son territoire en ouvrant des agences locales en province dans des villes comme Lyon et Bordeaux.

Les plateformes nationales sans contrainte de territoire

Crédit.fr, Unilend, et Sowefund ont un rayon d'action national sans représentation locale. Elles utilisent, néanmoins, des canaux de distribution localement pour se faire connaître auprès des apporteurs d'affaires (porteurs de projets) et pour se constituer des viviers d'investisseurs.

Sowefund sillonne le territoire avec son « fundtruck », ce qui lui permet d'avoir un contact physique avec toutes les parties prenantes du *crowdfunding*.

Les plateformes régionales à fonctionnement régional.

Kengo est une plateforme régionale à fort ancrage local, aussi bien pour les porteurs de projet que pour les contributeurs. S'agissant de don, l'attachement au territoire est fort de part et d'autre. Les porteurs de projet forment le tissu économique local. Les contributeurs, proches géographiquement et par leur attachement à ce tissu économique, souhaitent participer à sa construction et en bénéficier. C'est le cas type du financement des commerces de proximité.

En définitive, quel que soit le modèle présenté ci-dessus, toutes les plateformes cherchent, au-delà de leur territoire d'origine, à développer leurs activités en diversifiant leurs offres de financement, en couvrant un territoire plus vaste, notamment pour certaines d'entre-elles en reproduisant un schéma régional sur d'autres régions. Ces stratégies d'extension se comprennent au regard d'un modèle économique qui nécessite de faire du volume pour assurer la pérennité de la plateforme.

Conclusion

Toutes les plateformes utilisent logiquement comme premier marché, leur territoire. Compte tenu de la fragilité de leur modèle économique, elles cherchent toutes à diversifier leurs activités et étendre leur rayon d'action.

À l'ère du numérique, on constate que ces technologies ne font pas tout. La mise en ligne du projet sur la plateforme offre sans conteste une vitrine, mais un contact physique entre les différentes parties prenantes du *crowdfunding* paraît essentiel pour augmenter le nombre de contributeurs, de porteurs de projets et le volume d'affaires des plateformes. Dans leur stratégie, les plateformes ont donc tout intérêt à axer leur développement autour du concept de la « phygitalisation », qui consiste à combiner une présence physique avec le numérique.

Ce travail va se poursuivre par une étude des entreprises bretonnes financées par *crowdfunding*, en cherchant à caractériser l'intérêt de ce mode de financement selon leur stade de développement. La foule fera également l'objet d'une étude pour apprécier l'attachement des contributeurs à un financement local ou pas.